💶 Économie et finance

Pour chaque dollar dépensé pour protéger la nature, 30 dollars financent sa destruction.
En 2023, les financements directement nuisibles à l'environnement ont atteint 7 300 milliards de dollars.
En 2023, les investissements favorables à la nature se sont élevés à 220 milliards de dollars.
En 2023, les investissements publics à impact négatif direct et majeur ont représenté 2 400 milliards de dollars.
Source : Rapport « UNEP's State of Finance for Nature 2026: Nature in the Red: Powering the Trillion Dollar Nature Transition Economy », Le Monde, article de Perrine Mouterde, 22 janvier 2026.

Entre 1820 et 2022, la taille de l'économie mondiale est passée de 1 180 milliards à 130 110 milliards de dollars (dollars 2011).
60% des terres autochtones dans le monde sont menacées par le développement industriel.
Au moins 8 pays, plus l'Union européenne, ont analysé l'exposition de leurs institutions financières aux dépendances à la biodiversité.
Source : IPBES, « Évaluation des entreprises et de la biodiversité », Secrétariat de l'IPBES, Bonn, 2026, DOI : https://doi.org/10.5281/zenodo.15369060.

Entreprises et biodiversité

72% des entreprises de la zone euro risquent d'être confrontées à d'importants problèmes économiques en raison de la dégradation des écosystèmes.
Aucune entreprise du CAC 40 ne dispose aujourd'hui d'un plan de transition nature formalisé.
La meilleure note obtenue par une entreprise du CAC 40 est de 52/100 et une seule entreprise atteint la moyenne.
La moyenne générale de l'indice NAT 40 est de 32/100.
Source : WWF France, « L'indice NAT 40 : Les entreprises du CAC 40 à l'épreuve de la nature », 24 février 2026.

💬 Opinion publique et comportements

89% des personnes interrogées approuvent la création d'espaces verts et la protection des zones naturelles et agricoles.
86% souhaitent la rénovation des bâtiments communaux face aux effets du changement climatique.
93% sont favorables à la garantie d'une eau potable, sûre et accessible.
85% soutiennent le développement des transports en commun accessibles à tous, du covoiturage et de l'autopartage.
Source : Sondage Ifop pour le Réseau Action Climat et le Secours Catholique – Caritas France, décembre 2025, 15 janvier 2026.

La Fresque du climat revendique avoir touché deux millions de personnes.
Un mois après l'atelier, 30% des participants (460 personnes) ont significativement modifié leurs habitudes, contre 9% dans le groupe qui n'y avait pas participé.
Source : Hélène Jalin, « Participer à la "Fresque du climat" fait-il changer nos comportements ? », The Conversation, 4 mars 2025 / 12 février 2026, « Pourquoi participer à la "Fresque du climat" ne change pas durablement les comportements »

En France, 4,2 millions de personnes âgées de 15 à 64 ans sont fortement ou très fortement éco-anxieuses.
Source : Observatoire de l'éco-anxiété (Obséca) et ADEME, 2024, tribune de Morgane Pomé, Forbes France, 6 décembre 2025, « Comment l'éco-anxiété questionne la cohérence et la mobilisation en entreprise »

🌊 Océans, pêche et biodiversité marine

En France hexagonale, environ 50% des volumes de poissons débarqués en 2024 proviennent de populations exploitées durablement, contre 44% estimés pour 2023 après révision.
Dans les pêcheries côtières des départements d'Outre-mer, 52% des débarquements proviennent de populations non surpêchées.
Plus du quart des poissons pêchés par les bateaux français proviennent de populations en situation de surpêche, et 7% des espèces halieutiques sont considérées comme effondrées.
Source : Ifremer, « Bilan halieutique 2025 », communiqué du 3 mars 2026

🗺️ Aires protégées et réensauvagement

En 2025, la France atteint 33,5% de couverture terrestre et marine en aires protégées.
La protection forte reste limitée à 4,9%, loin de la cible de 10% fixée pour 2030.
Source : Lilian Léonard, « Analyse de l'évolution du réseau d'aires protégées français de 2021 à 2025 », Patrinat (OFB–MNHN–CNRS–IRD), 2025, https://hal.science/hal-05466901

La labellisation de 63 zones de protection forte en mer porte à 467 000 km² la surface d'eaux françaises bénéficiant d'une protection forte.
Ces nouveaux sites permettent d'atteindre 4,8% des eaux maritimes françaises en protection forte, pour un objectif de 14,8% d'ici 2026.
Source : Laurent Radisson, Actu-Environnement, 18/19 décembre 2025

Un quart du territoire européen, soit environ 117 millions d'hectares, serait compatible avec des critères de réensauvagement.
76% de ces territoires favorables au réensauvagement se situent en Scandinavie, en Écosse et dans la péninsule Ibérique.
Source : Miguel B. Araújo et al., « Expanding European protected areas through rewilding », Current Biology, cité par Sciences et Avenir, 3 mars 2026, Réensauvagement : voici les zones en Europe où il faudrait faire revenir la faune sauvage

🏡 Agriculture, oiseaux, pesticides et habitats

Les populations d'oiseaux des milieux agricoles en France ont chuté de 32,5% depuis 2001.
Le nombre de mâles chanteurs d'outarde canepetière a diminué de 95% entre 1980 et 2024.
L'utilisation des pesticides a augmenté de 7% entre 2009 et 2023 selon l'indicateur NODU.
Depuis 1945, 70% des haies ont disparu.
Entre 1960 et 1990, 50% des zones humides ont disparu.
Depuis les années 1980, 19% des prairies permanentes ont disparu.
Source : Anne-Christine Monnet et al., données citées par Sciences et Avenir avec AFP, 18 février 2026, « Les populations d'oiseaux des milieux agricoles en chute "alarmante" depuis 2001 »

Selon le scénario étudié, entre 36 et 50% des terres actuellement favorables au pâturage deviendront impropres à cette activité d'ici 2100.
Ce déclin pourrait affecter plus de 100 millions d'éleveurs et jusqu'à 1,6 milliard de têtes de bétail.
Source : Li C. et al., « Le changement climatique entraîne un déclin des systèmes de pâturage à

l'échelle mondiale », PNAS, 2026, DOI 10.1073/pnas.2534015123, résumé sur Franceinfo, 11 février 2026, « Le dérèglement climatique pourrait réduire de moitié les pâturages d'ici 2100 »

🏘 Urbanisation et sols

En 1950, 20% de la population mondiale vivait dans de grandes villes et 40% dans des villes ou villages.
Aujourd'hui, 45% de la population mondiale vit dans de grandes villes, 26% en ville et 20% à la campagne.
Les zones construites s'étendent presque deux fois plus vite que la croissance de la population mondiale.
D'ici 2050, sept nouvelles mégapoles devraient apparaître.
Source : Nations unies, « World Urbanization Prospects 2025: Summary of Results », cité par notre-environnement.gouv.fr, 15 janvier 2026, Des villes toujours plus grandes, les sols naturels sous pression »

💧 Eau et milieux aquatiques

Depuis le début des années 1990, 50% des grands lacs du monde ont perdu de l'eau, et 25% de l'humanité dépend directement de ces lacs.
Actuellement, 50% de l'eau domestique mondiale provient des eaux souterraines.
Plus de 40% de l'eau d'irrigation est prélevée dans des aquifères en drainage constant.
70% des principaux aquifères mondiaux sont en déclin à long terme.
En cinq décennies, 410 millions d'hectares de zones humides naturelles ont disparu, soit une surface presque équivalente à celle de l'Union européenne.
Depuis 1970, la masse glaciaire mondiale a diminué de plus de 30% dans plusieurs régions, et certaines chaînes de montagnes des basses et moyennes latitudes pourraient perdre complètement leurs glaciers fonctionnels d'ici quelques décennies.
Source : Madani K., « Global Water Bankruptcy: Living Beyond Our Hydrological Means in the Post-Crisis Era », UNU-INWEH, 2026, rapport « Global Water Bankruptcy

À la question « Qui doit agir pour préserver l'eau ? », 83% des répondants citent l'État, 79% les scientifiques, 71% les associations et 54% eux-mêmes.
Source : Nicolas Dietrich, Johanne Teychené, Nathalie Clergerie, The Conversation, 4 janvier 2026, « Ce que révèle une vaste enquête citoyenne sur la qualité de l'eau en France »

🏥 Santé, catastrophes et risques

78,8% des adultes déclarent avoir été confrontés à au moins un événement climatique extrême au cours des deux dernières années.
Parmi eux, 37,2% déclarent en avoir souffert physiquement et 22,5% psychologiquement.
La proportion d'adultes déclarant avoir souffert physiquement ou psychologiquement varie de 25,5% à La Réunion à 51,3% en Auvergne-Rhône-Alpes.
Plus de 70% des adultes pensent être confrontés à un évènement extrême dans les deux prochaines années, et parmi eux, plus de 70% pensent en souffrir.
Source : Santé publique France, Baromètre 2024 « Changement climatique : impact des évènements climatiques extrêmes sur la santé », synthèse du Commissariat général au développement durable, 10 février 2026, « Les conséquences des catastrophes naturelles sur la santé des Français »

⚠ Pollution (PFAS)

La pollution aux PFAS pourrait coûter jusqu'à 1 700 milliards d'euros à l'Union européenne d'ici 2050.

Un Européen sur six pourrait être contaminé par les PFAS.
Source : Commission européenne, DG Environnement, rapport « Le coût de la pollution par les PFAS pour notre société, Rapport final », 2026, DOI 10.2779/9590509, cité par Libération, 29/30 janvier 2026

💭 Transition, emploi et politique locale

87% des élus municipaux répondants sont préoccupés voire très préoccupés par le changement climatique.
Plus de 99% déclarent avoir perçu au moins un phénomène climatique sur leur territoire.
70% citent la préservation de l'environnement comme l'un des enjeux prioritaires du prochain mandat.
Source : The Shift Project, « Résultats de la Grande Consultation des Maires et des élus municipaux », 12 février 2026

45% des Français associent la sécurité à la sécurité environnementale et sanitaire pour les municipales.
32% estiment que leur commune est en avance en matière de protection de l'environnement.
27% jugent leur commune en avance sur la réduction des pollutions, 24% sur l'adaptation aux risques climatiques.
37% voient leur commune en avance pour les transports durables, 41% pour la préservation des espaces naturels.
Source : Institut Terram & Project Tempo, étude publiée le 3 février 2026, analysée sur https://www.banquedesterritoires.fr

La transition écologique pourrait créer un potentiel de 100 000 emplois dans les territoires ruraux.
Des créations d'emplois concerneraient 90% des territoires ruraux les plus fragilisés en cas de scénario de réindustrialisation verte volontariste.
Un scénario ambitieux pourrait générer 250 000 emplois dans la rénovation énergétique des bâtiments en zone rurale d'ici 2050.
2,8 millions de personnes doivent être formées d'ici 2030 pour répondre aux besoins.
Source : Réseau Action Climat, rapport « Les emplois de la transition écologique dans les territoires ruraux », résumé par Cdurable.info, 30 janvier 2026 « Un potentiel de 100 000 emplois dans les territoires ruraux avec la transition écologique »

Document réalisé avec Perplexity sur la base des informations sélectionnées dans la revue de presse et du net **Biodiversité : les chiffres-clés** pour l'édition de la newsletter #8. Supervision par la veilleuse, mars 2026.